

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Monsieur le président, c'est un point que M. Parizeau a soulevé dans sa déclaration, hier, à la conférence de presse qu'il a donnée. Il a déclaré effectivement que les propositions de changements dans la taxe de vente n'affecteraient d'aucune façon les revenus des municipalités et que le gouvernement provincial ferait les ajustements en conséquence.

M. Lambert (Bellechasse): Monsieur l'Orateur, étant donné la proposition du ministre des Finances du Québec à l'effet d'abolir totalement la taxe provinciale au détail sur les produits provenant des industries du textile, du meuble et de la chaussure, et étant donné que cette mesure devra s'appliquer sur une période de 12 mois au lieu de 6 mois, tel que présentée par le ministre des Finances, le ministre peut-il dire à la Chambre si cette question de délai, cette marge de six mois a été discutée avec le ministre des Finances du Québec et si cela va comporter une différence de compensation, tel que prévu par le discours du budget, en versement à la province de Québec?

M. Chrétien: Monsieur le président, nous avons fait dans notre proposition aux provinces une modification qui a permis à la Colombie-Britannique, par exemple, d'étendre sur une plus longue période de temps, jusqu'à au moins 9 mois, 2 p. 100 au lieu de 3 p. 100. Il y avait une certaine flexibilité et M. Parizeau était très au courant de cette flexibilité dans notre proposition.

M. Lambert (Bellechasse): Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire.

Étant donné qu'en somme c'est une bataille de revenus entre le gouvernement fédéral et les provinces, est-ce que le ministre des Finances serait prêt à reconsidérer et à étudier de nouveau en profondeur la possibilité du financement de cette diminution de taxes qui en somme est un escompte accordé à la consommation et qui, dans le budget, tel que prévu, doit être financé par des taxes chez les contribuables? Est-ce que le ministre serait prêt à étudier en profondeur la possibilité d'utiliser les bons offices de la Banque du Canada pour créer des crédits nouveaux pour augmenter la masse monétaire qui est le but visé par le ministre des Finances, pour augmenter le pouvoir d'achat des consommateurs? Je pense que cette formule devrait être étudiée. Est-ce que le ministre est prêt à commander à ses fonctionnaires d'étudier sérieusement cette proposition financière afin d'accommoder et le gouvernement fédéral et les provinces?

M. Chrétien: Monsieur le président, dès 1963, quand je suis entré en politique, j'ai eu le plaisir de m'intéresser aux théories du Crédit social, et je suis de plus en plus convaincu que j'avais raison de m'y opposer à cette époque. Donc je continue à m'y opposer encore en 1978.

[Traduction]

LES PROJETS GOUVERNEMENTAUX D'EMPRUNT À L'ÉTRANGER

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Nous venons d'assister aujourd'hui à une nouvelle baisse du dollar, lequel

Questions orales

est maintenant tombé à 86.79c., ce qui signifie que nous avons perdu 30 millions de dollars ce matin, en essayant de soutenir un dollar flottant. Depuis le début du mois 300 millions de dollars ont été écoulés.

● (1432)

Le ministre voudrait-il essayer de rassurer le marché en indiquant à la Chambre quels sont ses plans d'emprunt à l'étranger. Quelle proportion des 11.5 milliards de dollars de ses besoins financiers globaux sera prélevée à l'étranger?

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, j'ai fait part de la politique monétaire du gouvernement dans mon exposé budgétaire. Je n'ai rien à y ajouter. Évidemment, quand le moment sera venu de procéder au financement de nos besoins financiers, les marchés seront informés du type d'emprunt que nous entendons faire.

M. Stevens: Une question supplémentaire monsieur l'Orateur. Que cela plaise ou non au ministre des Finances, les marchés internationaux s'inquiètent de plus en plus de cette politique monétaire qui paraît si claire aux yeux du ministre. C'est ainsi que l'an dernier, ces marchés ont forcé la Banque du Canada à acheter 23 p. 100 de l'ensemble des besoins financiers globaux du gouvernement fédéral.

Le ministre voudrait-il nous dire si la Banque du Canada sera invitée à financer dans une même proportion la dette fédérale cette année et si oui, ne croit-il pas que cette décision consternerait davantage le marché monétaire international?

M. Chrétien: Monsieur l'Orateur, c'est le gouverneur de la Banque du Canada qui met les politiques monétaires en application et quand nous prendrons des mesures nous en informons alors le public.

M. Stevens: Monsieur l'Orateur, la dernière question supplémentaire que je veux poser au ministre des Finances fait suite à un rapport publié ce mois-ci par la maison Friedberg and Company Limited et dans lequel on trouve une évaluation de la politique monétaire dont le ministre semble si fier; selon ce rapport, si le gouvernement persiste dans son approche, le Canada subira une dévaluation de 25 p. 100 causée soit par la chute du dollar, soit par l'inflation, soit par les deux à la fois.

Vu la possibilité d'une dévaluation de cette envergure, le ministre ne reviendrait-il pas sur la déclaration qu'il a faite à la Chambre pour au moins manifester l'intention de discuter de la question avec le gouverneur de la Banque du Canada en vue d'établir une politique monétaire plus saine pour notre pays.

M. Chrétien: Monsieur l'Orateur, j'aimerais que le député dise à la Chambre et au pays s'il désire fixer le dollar canadien à un certain niveau et, le cas échéant, auquel je n'ai pas l'intention de me perdre en conjecture à propos de cette question comme le député le fait.

Une voix: Demandez à Jack Horner.

M. Chrétien: Je ne tiens pas à faire de conjectures à cet égard. La politique est bien connue, et le dollar canadien continue de flotter.

M. Hees: Que dit notre bavard à ce sujet?